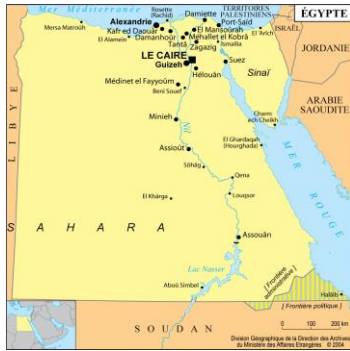


**EGYPTE : FICHE PAYS – MAI 2026**



Catégorie OCDE (2026) : 6/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : B / Caa1 / B

Change : Livre égyptienne (EGP) / Régime de change flottant

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -

**FORCES**

- Aides financières du FMI
- Soutien financier des pays du Golfe
- Fort potentiel touristique

**FAIBLESSES**

- Dette publique élevée
- Exposition du système bancaire au risque souverain
- Inflation structurelle
- Risque social significatif
- Risques sécuritaires dans le Sinaï

**SYNTHÈSE :**

Évolution des risques : stable

**Environnement macroéconomique et financier :**

- Vulnérabilité de la croissance : En plein rebond, l'économie égyptienne se voit menacée par les conséquences économiques de la guerre au Proche Orient (approvisionnement plus coûteux en hydrocarbures, impact sur l'export et les envois de fonds des expatriés). A moyen terme, l'investissement est amené à jouer un rôle important (tourisme, transports, construction, TIC, énergies). Si la réduction de l'inflation (+13,6 % en g.a au T1 2026) reste le principal enjeu pour préserver les équilibres macroéconomiques, d'autres défis subsistent : pressions démographiques et risque social, renforcement du climat des affaires.
- Vulnérabilité des comptes publics : Le pays opère un redressement graduel de ses finances publiques avec l'assistance du FMI. La perception du risque souverain est désormais moins défavorable et une amélioration significative sera conditionnée à la réduction du poids considérable des charges d'intérêt. Malgré un récent allongement de la maturité moyenne de la dette publique, le risque de refinancement reste non négligeable, ainsi que le risque de change.
- Vulnérabilité extérieure : Le pays enregistre un déficit courant structurel (-3,4 % du PIB en moyenne depuis 15 ans). Le conflit en Iran devrait peser sur le déficit commercial énergétique, voire sur les excédents de la balance des services (tourisme, canal de Suez) et des revenus. Après une période d'accalmie, l'Egypte subit de nouveau des sorties de capitaux et des pressions sur sa devise, désormais en régime de change flottant. Le pays semble néanmoins mieux préparé à ce type de situation, après avoir attiré d'importants flux d'investissement depuis 2024, renforçant les réserves de change (6,2 mois d'importations).
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Tancé pendant la crise de liquidités en 2022-2023, les banques ont rétabli leur niveau de liquidités. L'exposition au souverain reste un point de vigilance.

**Environnement politique et gouvernance :**

- Stabilité socio-politique : La gouvernance demeure de faible qualité et le risque social est élevé. Le pays peut compter sur de nombreux soutiens (Europe, Etats-Unis, pays du Golfe) notamment pour gérer le risque sécuritaire (Sinaï).
- Climat des affaires : Point faible de l'économie égyptienne, le renforcement du climat des affaires va constituer un axe stratégique des autorités à court et moyen terme.

**Environnement et politique du climat :**

- Vulnérabilité climatique : L'Egypte est très exposée aux risques physiques (eau, santé). Si le pays entame sa phase de transition (éolien, transport), son succès sera fortement conditionné au soutien financier des bailleurs de fonds internationaux.

**STRUCTURE DES ÉCHANGES**

**Principaux partenaires commerciaux + France**

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Türkiye	7,4%	1 Chine	16,0%
2 Italie	6,8%	2 Arabie saoudite	7,4%
3 Arabie saoudite	6,0%	3 Etats-Unis	7,1%
4 E.A.U	5,7%	4 Russie	5,0%
12 France	2,5%	13 France	2,1%

Source : ITC

**Principaux produits échangés**

Part des échanges de marchandises en 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
Combustibles	12,5%	Combustibles	17,8%
Métaux précieux	7,3%	Equipements méca.	7,6%
Equipements élect.	6,7%	Céréales	7,2%
Fruits	5,8%	Equipements élect.	6,6%
Matières plastiques	5,7%	Fonte, fer, acier	5,5%

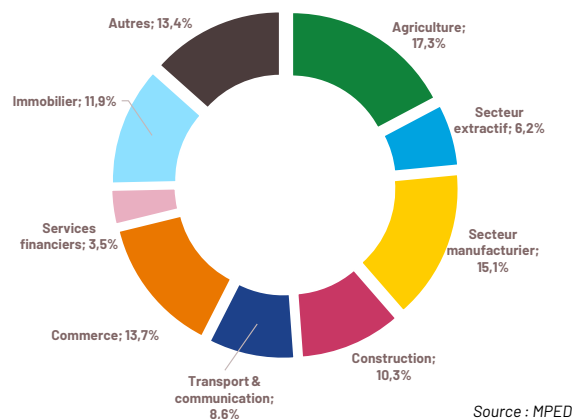


## TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

EGYPTE	2021/22	2022/23	2023/24	2024/25	2025/26 (p)	2026/27 (p)
<b>STRUCTURE ECONOMIQUE</b>						
PIB (Mds USD, courant)	475	394	383	365	430	457
<i>Rang PIB mondial</i>	32	38	44	47	45	44
Population (Mns)	103,6	105,2	106,6	107,9	110,1	112,3
<i>Rang Population mondiale</i>	14	14	14	13	13	13
PIB / habitant (USD)	4 587	3 744	3 594	3 379	3 904	4 072
Croissance PIB (%)**	6,7	3,8	2,4	4,4	4,9	5,2
Inflation (moyenne annuelle, %)*	8,5	24,4	33,3	20,4	13,6	13,7
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	43,2	51,8	51,9	NA	NA	NA
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>						
Dette publique (% PIB)*	88,5	95,9	90,9	86,8	87,0	84,9
Solde public (% PIB)*	-6,2	-6,0	-6,6	-7,1	-7,6	-6,9
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	32,3	40,2	55,8	60,9	88,4	69,5
<b>POSITION EXTERNE</b>						
Solde courant (% du PIB)*	-3,5%	-1,2%	-6,7%	-4,2%	-4,0%	-4,0%
IDE (% du PIB)****	2,3%	2,4%	12,0%	4,0%	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)	3,5	5,1	6,8	6,2	6,2	5,8
Dette extérieure totale (% PIB)*	33%	42%	40%	46,1	46,6	43,3
Dette extérieure CT (% PIB)**	5,6%	7,3%	7,1%	7,6%	NA	NA
Taux de change***	16,5	25,3	35,0	49,6	NA	NA
<b>SYSTEME BANCAIRE</b>						
Fonds propres / actifs pondérés***	18,9	18,6	18,3	18,6	19,6	NA
Taux de NPL ***	3,3	2,9	2,2	2,1	1,9	NA
ROE***	17,7	32,2	39,0	39,0	39,0	NA
<b>SOCIO-POLITIQUE</b>						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	170	161	160	NA	NA	NA
<b>CLIMAT</b>						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) <sup>a</sup>	85	92	85	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) <sup>b</sup>	90	89	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) <sup>c</sup>	25	21	35	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prév. En années budgétaires (juillet à juin) Sources : FMI (WEO 04/26), \*Banque Mondiale, \*\*BMI Fitch Solutions, \*\*\*BCE (à 03/2026), \*\*\*\*Oxford Economics a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Egypte : part des secteurs dans le PIB (2024/2025)





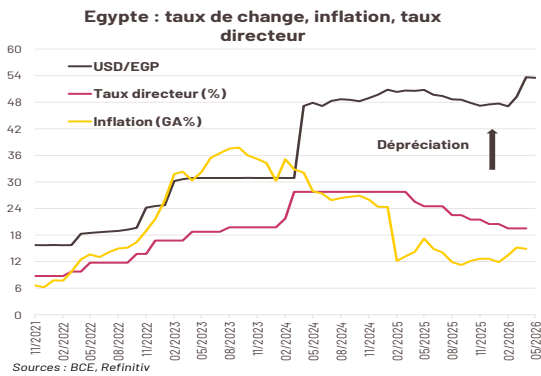
# 1. SITUATION ECONOMIQUE

## • Rebond de l'activité en 2024/25<sup>1</sup>

Après deux années de ralentissement dans un contexte de forte inflation, de dévaluations successives de la livre (EGP, -68 % face à l'USD entre mars 2022 et mars 2024) et de pénuries de devises<sup>2</sup>, l'économie égyptienne a enregistré un net rebond en 2024/25 (+4,4 %). La consommation privée a été le principal moteur de la croissance. La contribution négative du commerce extérieur est à mettre en lien avec la hausse des importations, post retrait du contrôle des importations et de leur blocage dans les ports durant la période de pénuries de devises.

## • La guerre dans le Golfe rebat les cartes, notamment sur l'inflation

Bien que non touchée directement par le conflit, l'Egypte n'en reste pas moins une des économies les plus vulnérables. Elle importe près de la moitié de ses hydrocarbures depuis la région du Golfe. Interrompues en mars, les importations de gaz naturel liquéfié (GNL) depuis Israël<sup>3</sup> (cf. *infra*) revêtent un intérêt stratégique. Le pays est particulièrement sensible à la remontée du prix des hydrocarbures, ce qui l'a amené à prendre plusieurs mesures de « sobriété énergétique »<sup>4</sup>. Dans ce contexte, la livre a eu tendance à se déprécier (cf. Partie 3), au risque d'alimenter l'inflation importée.



Or, l'objectif des autorités est d'éviter de trop dévier de la trajectoire baissière de l'inflation (cf. graphique ci-dessus). Son récent reflux avait permis à la Banque centrale (ECB) de réduire ses taux directeurs (-825 pdb depuis avril 2025) mais les nouveaux risques inflationnistes devraient probablement mettre un terme à ce cycle d'assouplissement à court terme. La cible d'inflation de la ECB<sup>5</sup>, visée initialement pour 2026/27, semble désormais inatteignable à cet horizon. En effet, les instituts de prévision ont révisé à la hausse leurs

<sup>1</sup> Le calcul de la croissance est de juillet à juin en Egypte.

<sup>2</sup> Qui a pris fin au T2 2024, après un accord de financement de 35 Md USD en provenance des Emirats Arabes Unis (E.A.U) et le lancement d'un programme du FMI de 8 Md USD.

<sup>3</sup> Près de la moitié des importations de GNL et 17 % de la production d'électricité domestique.

<sup>4</sup> Augmentations significatives des prix des carburants (en lien avec les engagements avec le FMI), télétravail partiel dans l'administration, diminution de l'éclairage public, etc.

<sup>5</sup> Cible d'inflation de 7 % +/- 2 %.

prévisions d'inflation à près de +14 % en m.a pour les deux prochaines années, sous l'hypothèse d'un conflit de courte durée<sup>6</sup>). Avant même le conflit, il était anticipé que le rythme de réduction de l'inflation serait moins soutenu en raison : i) de l'augmentation des prix des carburants fin 2025 et ii) de la révision de la politique d'encadrement des loyers (étalée sur sept ans). La maîtrise de l'inflation constitue un enjeu majeur, avec des répercussions importantes sur le financement de l'activité, les finances publiques (cf. Partie 2) et l'attractivité du pays<sup>7</sup>.

Le pays est également exposé au conflit en Iran via d'autres canaux : forte dépendance pour les importations de certains produits (entre 30 % et 60 % pour le soufre, l'aluminium, des composants plastiques) et les envois de fonds des expatriés flux (75 % proviennent de la région du Golfe) qui soutiennent les revenus de la population, ou encore un risque pour le secteur touristique. Les secteurs de l'agroalimentaire et du cuivre sont par ailleurs exposés à un ralentissement de l'activité, principalement l'Arabie Saoudite et les E.A.U (15 % des exportations totales de l'Egypte).

## • Une croissance malgré tout soutenue en 2025/26 et 2026/27

Les instituts de prévision tablent sur une croissance du PIB comprise entre +4,2 % et +5,5 % pour les années 2025/26 et 2026/27<sup>8</sup>.

Au S1 2025/26, la croissance a atteint +5,3 % en g.a, principalement tirée par la demande interne. Cependant, la dynamique de la consommation privée devrait fléchir, en lien avec i) une pause dans le processus de redressement des salaires réels et ii) l'incertitude liée au flux d'envois des expatriés<sup>9</sup>. Toutefois, les autorités mettent en place des mesures pour préserver le pouvoir d'achat de la population : hausse du salaire minimum, plafonnement du prix du pain ou encore renforcement des transferts sociaux (en lien avec le programme Takaful Karama<sup>10</sup>).

L'investissement jouera également un rôle clé à court / moyen terme, notamment les investissements directs étrangers (IDE), particulièrement dans le tourisme, avec un engagement de 30 Md USD du Qatar à Alam El Roum, en plus du projet de Ras El Hekma financé par les E.A.U (cf. note 2). Plusieurs projets d'infrastructures seront portés par l'investissement public (2<sup>e</sup> phase de la Nouvelle Capitale, ports, métro du Caire, logements urbains, ligne ferroviaire Aïn-Sokhna – Marsa Matrouh, avec aussi des IDE) ce qui va soutenir le secteur de la construction et des transports. L'investissement privé

<sup>6</sup> Prix moyen du baril 82 USD en 2026 selon le FMI.

<sup>7</sup> Des taux d'intérêt réels positifs couplés à la stabilité de l'EGP permettraient d'attirer des flux d'investissements de portefeuille.

<sup>8</sup> En cas de conflit de courte durée en Iran (proche de 2 mois), l'impact négatif sur l'activité se concentrerait majoritairement au T2 et T3 2026, à cheval sur les deux années fiscales.

<sup>9</sup> En 2025, ils ont atteint un pic historique (9,1 % du PIB), en lien avec le rétablissement du secteur bancaire facilitant les transferts officiels.

<sup>10</sup> Selon le Ministère de la Santé, 21 M de personnes seraient concernées par Takaful Karama, soit près de 19 % de la population.



joue un rôle de plus en plus important en Egypte, notamment dans le secteur manufacturier et les TIC.

Après une légère reprise du trafic dans le Canal du Suez (les recettes ont augmenté de +17,5 % en g.a au S1 2025/26), ce dernier pourrait marquer le pas avec le retour des tensions en Mer Rouge.

- **Amélioration de la situation du secteur bancaire**

Affecté par une crise de liquidité entre 2021 et 2023, le secteur bancaire est maintenant stabilisé. Il a notamment reconstitué ses actifs en devises<sup>11</sup> (FX) et retrouvé une position extérieure nette positive au S2 2025. La fin des tensions sur la liquidité a été suivi d'un regain de confiance dans les banques, qui ont depuis enregistré une augmentation de leurs dépôts, surtout en FX. L'atténuation récente des risques sur le souverain<sup>12</sup> a par ailleurs favorisé une révision de la notation puis des perspectives pour les trois principales banques du pays (NBE, Banque Misr, CIB).

- **Plusieurs défis à moyen terme**

Les perspectives sont orientées positivement à moyen terme (croissance moyenne de +5,1 % par an d'ici 2031 selon le FMI), avec notamment une forte croissance démographique. Les moins de 25 ans représentent 60 % de la population et leur intégration dans le secteur formel représente un enjeu de premier plan. Le risque social est élevé<sup>13</sup> et l'Egypte essaye de mieux cibler ses politiques de soutien aux populations les plus vulnérables. La volonté d'atténuer ce risque a conduit l'Egypte à parfois revoir le calendrier de certaines réformes exigées par le FMI (libéralisation des prix des carburants) ce qui a pu différer le décaissement de l'assistance financière.

L'accord avec Israël pour accroître l'approvisionnement en GNL de 4,5 Md m<sup>3</sup> / an (actuellement à 12 Md) d'ici 2030 est une source d'opportunités, compte tenu d'un coût d'importation moindre. Il permettrait d'économiser 2,5 Md USD / an selon EIU. De plus, une augmentation de la production d'électricité éviterait les délestages durant l'été, qui constituent un frein à l'accélération du développement de l'industrie. L'Egypte pourrait être en mesure de répondre à la demande européenne et consacrer une partie de sa production de gaz à l'export. Cela nécessiterait au préalable le règlement d'arriérés de paiement<sup>14</sup> et d'investir dans de nouveaux forages<sup>15</sup> (plusieurs accords signés avec ENI et Total Eren).

Malgré une récente amélioration du climat des affaires, l'Egypte présente des faiblesses importantes (concurrence, accès au foncier). Le déploiement du

programme de privatisation s'avère décevant à ce stade<sup>16</sup>. Dans le cadre du Plan National de Développement, de nouvelles incitations fiscales vont être introduites et une loi visant à lutter contre les monopoles est évoquée. L'objectif est de stimuler l'investissement privé et plusieurs secteurs sont ciblés : les TIC en premier lieu (croissance très soutenue avec le déploiement de la 5G), les énergies renouvelables (ENR), l'agriculture ainsi que des secteurs spécifiques dans la Zone Economique du Canal de Suez (pétrochimie, textile, automobile).

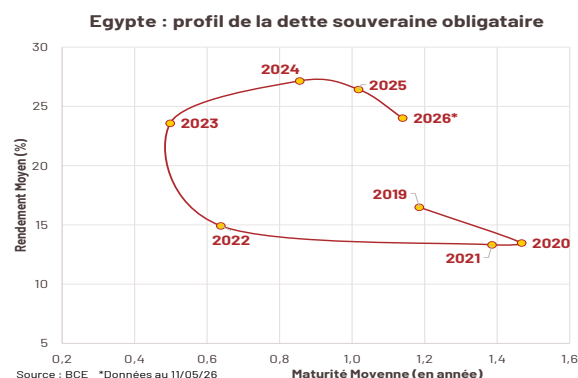
## 2. FINANCES PUBLIQUES

- **Fort creusement du déficit entre 2020 et 2025**

Entre 2016 et 2019, sous-programme FMI, l'Egypte a consolidé ses finances publiques, un processus interrompu par la succession de chocs à partir de 2020. Depuis 2022, l'explosion des charges d'intérêt (10 % du PIB en 2024/25) pèse sur le service de la dette. Malgré un excédent primaire (+3,7 % du PIB en 2024/25), le déficit public reste très creusé (-7,1 % du PIB la même année). Si le redressement graduel du déficit public est visé à moyen terme, en lien avec un excédent primaire plus élevé (cible de +5 % du PIB en 2026/27), la hausse du prix des hydrocarbures serait un frein. Pour assainir les finances publiques, le gouvernement table sur un accroissement des recettes<sup>17</sup>.

- **Maitriser les charges d'intérêt pour renforcer la structure de la dette publique**

Sans réduction significative du poids des charges d'intérêt<sup>18</sup>, il sera difficile de véritablement redresser le solde public. Dès lors un assouplissement monétaire, intimement lié à la poursuite du cycle désinflationniste (cf. Partie 1), apparaît primordial.



En effet, les besoins de financement sont principalement couverts par des émissions de dette obligataire à court

<sup>11</sup> Massivement cédés pour faire face aux engagements externes.

<sup>12</sup> Le gouvernement représente 50 % des créances des banques.

<sup>13</sup> Selon la Banque Mondiale, le taux de pauvreté atteint 7,3 % en 2024 (revenu inférieur à 4,2 USD PPP/jour) et le taux d'emploi est faible (près de 40 %).

<sup>14</sup> La production et l'investissement sont au point mort, des arriérés de paiement aux compagnies pétrolières internationales devant encore être réglés (1,2 Md USD selon Reuters, 5 Md déjà payés depuis 2023).

<sup>15</sup> Découvertes gazières du champ à Al Narguess en 2022 et dans la concession Tamaris en 2026.

<sup>16</sup> Seulement 9 cas de privatisations réalisées sur les 35 entreprises initialement visées. En 2026, le gouvernement a ciblé 20 potentielles privatisations (chimie, sidérurgie, textile, construction).

<sup>17</sup> Les recettes présentent seulement 16 % du PIB, soit un ratio de près de 10 pts inférieurs à la moyenne des pays émergents. +1 pt de PIB de recettes fiscales est attendu par le FMI avec les gains d'une meilleure collecte de la TVA et des procédures de digitalisation

<sup>18</sup> 90 % des recettes et le FMI anticipe une baisse à 40 % d'ici 2029/30 avec une hypothèse d'inflation inférieure à 7 % en fin de période, un niveau rarement atteint depuis 20 ans, hors période de ralentissement de l'activité pendant la crise sanitaire.



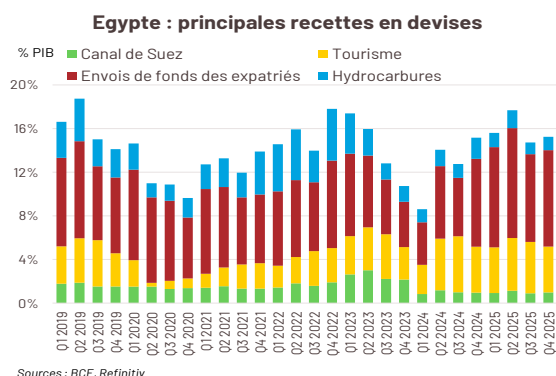
terme sur le marché local, soit à des conditions proches des taux d'intérêt pratiqués par la ECB, nécessairement élevés en période d'inflation. Des améliorations depuis 2024 sur ce champ ont favorisé une légère baisse du rendement moyen payé sur la dette et un allongement de la maturité moyenne (cf. graphique *supra*).

L'obtention d'un nouveau programme avec le FMI en 2024 a permis une perception plus favorable du risque souverain de l'Egypte<sup>19</sup>. La dette publique (86,8 % du PIB en 2024/25) diminuerait pour atteindre 78,2 % du PIB à horizon 2028/29, selon le FMI. Même s'ils ont diminué depuis deux ans, les risques de change (le tiers de la dette publique est libellée en FX) et de refinancement restent non négligeables.

### 3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Un déficit courant chronique**

L'Egypte enregistre un déficit courant chronique (-3,4 % du PIB en moyenne depuis 2010). Fortement creusé entre 2022 et 2024<sup>20</sup>, ce déficit se réduit, sous l'impulsion de l'accélération des exportations (textile, engrais, acier, produits alimentaires transformés) et du renforcement des excédents des balances des services et des revenus (cf. graphique ci-dessous). Les importations resteront néanmoins soutenues, en lien avec le creusement de la balance commerciale énergétique (-3 % du PIB en 2024) et l'augmentation des importations de biens d'équipement.



- **Vigilance sur les sorties de capitaux**

L'amortissement de la dette externe représenterait 26 Md USD / an d'ici 2026/27 et les besoins de financement afférents seront essentiellement couverts par des IDE et de nouveaux emprunts extérieurs. Cependant, dans le contexte de guerre au Proche Orient, l'Egypte demeure très vulnérable à la volatilité des flux de capitaux (près de -6,1 Md USD de sorties d'investissements de portefeuille début mars 2026 selon la Banque Mondiale). Dès lors, entre le début du conflit et début mai, l'EGP est une des devises qui s'est le plus dépréciée face à l'USD (-9,5 %).

Toutefois, contrairement aux autres épisodes récents de sorties nettes de capitaux en 2022-2023, le pays apparaît mieux préparé. En effet, les IDE des pays du

Golfe et les prêts des créanciers multilatéraux offrent des marges et alimentent les réserves de change (6,2 mois d'importations). De plus, avec l'adoption d'un régime de change flottant, la BCE n'intervient en principe plus sur le marché des changes en vendant ses réserves.

### 4. ASPECTS POLITIQUES

- **Faiblesse de la gouvernance**

Le Président A. El Sissi a été réélu en décembre 2023 pour six ans. Les autorités, qui font subir une forte répression politique, auront fort à faire pour gérer plusieurs dossiers clés : risque social élevé, impopularité des réformes préconisées par le FMI (réduction des subventions, cf. Parties 1 et 2), corruption, gestion d'un afflux de réfugiés en provenance du Soudan (plus d'un million, selon l'ONU) ou encore les modalités de gouvernance à Gaza et la réouverture de la frontière de Rafah avec Gaza en février 2026.

- **Soutiens internationaux**

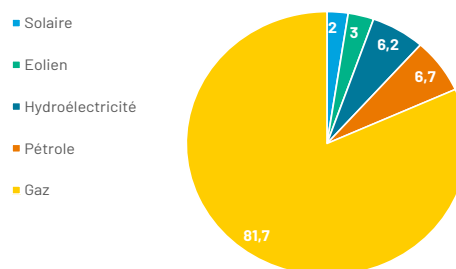
L'Egypte entretient des relations étroites avec les bailleurs de fonds internationaux, ainsi qu'avec l'Europe, les Etats-Unis (deux alliés stratégiques pour lutter contre le terrorisme dans le Sinaï) et les pays du Golfe. Par ailleurs, le pays a officiellement adhéré aux BRICS, un potentiel pour recourir à des sources alternatives de financement, en vue notamment de financer ses ambitions énergétiques (cf. Parties 1 & 5).

Le renforcement de la situation sécuritaire revêt un intérêt stratégique (tourisme, Canal de Suez, énergie). Le dossier du grand barrage du Nil en Ethiopie, qui menace l'approvisionnement en eau de l'Egypte, constitue une sérieuse source de tension avec l'Ethiopie. Par ailleurs, l'Egypte soutient les forces armées soudanaises dans la guerre civile au Soudan.

### 5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Signataire de l'accord de Paris, l'Egypte n'a pas communiqué sur une cible de réduction de ses émissions, ni un horizon. Le niveau de risque physique est significatif en Egypte (eau, santé, alimentaire), le pays faisant face à un stress hydrique, à des difficultés d'approvisionnement en eau et au risque de montée des eaux dans le delta du Nil (50 % de l'activité économique).

**Egypte : production d'électricité par sources, en % (2024=234,7 TWh)**



<sup>19</sup> La prime CDS à 5 ans a baissé de 1 000 pts entre janvier 2024 et avril 2026 et S&P et Fitch ont réhaussé la note du pays à B.

<sup>20</sup> En raison d'une balance commerciale énergétique déficitaire, de la dévaluation de l'EGP puis du déblocage des importations de biens



Le pays a récemment fortement accru ses investissements dans les énergies renouvelables (solaire, hydroélectricité) et vise à augmenter la part des ENR à 42 % du mix électrique d'ici 2045, contre près de 11 % en 2024 (certains projets ont pris du retard avec le Covid-19). L'Egypte a par ailleurs lancé sa première centrale nucléaire à Dabaa en 2025. Au vu de la dépendance au secteur gazier (cf. Partie 1), le risque de

transition est non négligeable. Le pays a émis ses premiers *green bonds* en 2020 et compte s'appuyer sur l'aide financière des bailleurs de fonds internationaux pour s'engager pleinement sur la voie de la TEE.

## DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

<b>Baptiste Thornary</b>	Chef Economiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
<b>Sabrina El Kasmi</b>	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque Pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

### Economie Internationale et Risques Pays

<b>Anne-Sophie Fèvre</b>	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI &amp; Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
<b>Adriana Meyer</b>	<i>Amérique Latine, Asie du Sud &amp; Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
<b>Victor Lequillier</b>	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN5</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

### Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

<b>Laetitia Morin</b>	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
<b>Thomas Laboureau</b>	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

### Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.